

L'héritage raciste de Winston Churchill en Palestine

Par Thomas Suarez, le 18 juin 2020



La statue de Winston Churchill à Londres a été la cible de manifestants anti-racistes ces dernières semaines. (Dylan Martinez / Reuters)

«Nous ne pouvons pas maintenant essayer de réviser ou de censurer notre passé », a dit dans un tweet plus tôt ce mois-ci le Premier ministre britannique Boris Johnson, défendant la statue de Winston Churchill dans un square de Londres.

Le socle de la statue a récemment été [peinturluré](#) de graffitis qui attirent l'attention sur le racisme de Churchill. Johnson

maintient néanmoins inflexiblement que le dirigeant du temps de la guerre « mérite absolument son hommage ».

« Ces statues nous instruisent sur notre passé, avec toutes ses fautes », a plaidé Johnson, [déclarant](#) que « nous ne pouvons prétendre avoir une histoire différente ».

It is absurd and shameful that this national monument should today be at risk of attack by violent protestors. Yes, he sometimes expressed opinions that were and are unacceptable to us today, but he was a hero, and he fully deserves his memorial. 2/8

– Boris Johnson #StayAlert (@BorisJohnson) [June 12, 2020](#)

The statue of Winston Churchill in Parliament Square is a permanent reminder of his achievement in saving this country – and the whole of Europe – from a fascist and racist tyranny. 1/8

– Boris Johnson #StayAlert (@BorisJohnson) [June 12, 2020](#)

Mais « prétendre avoir une histoire différente », c'est précisément l'intention de ces statues.

La statue nous montre le Churchill qui a aidé à battre les Nazis.

Elle cache le Churchill qui a encouragé et permis d'autres

crimes contre l'humanité. Parmi ces crimes, il y a ceux commis contre les Palestiniens.

Pour les Palestiniens, nous garder dans l'ignorance du passé « avec toutes ses fautes » sert à nous garder dans l'ignorance du présent. Cela aide à perpétuer une injustice que Churchill a contribué à créer et qui persiste aujourd'hui avec le soutien officiel des Britanniques.

Approuver la dépossession

Dès les premiers jours de l'implication des Britanniques avec le sionisme, Churchill a ratifié la dépossession des Palestiniens non-juifs en affirmant que ceux-ci n'avaient pas voix au chapitre dans ce qui concernait leur propre terre. « Dans l'intérêt de la politique sioniste », a-t-il déclaré en août 1921 en tant que ministre en charge des colonies britanniques, « on a jusqu'ici refusé aux Arabes toutes les institutions électives ».

On trouve, dans l'enregistrement des séances de [la Commission Peel](#) réunie en 1937 pour régler une forte révolte en Palestine, un aperçu des positions de Churchill sur la Palestine et la race.

Cette révolte était une réponse à la façon dont les Britanniques – qui travaillaient en tandem avec les Sionistes – avaient introduit un régime discriminatoire par lequel on refusait aux Palestiniens les emplois, la terre et ses ressources en faveur des colons juifs. La Grande Bretagne, qui administrait alors la Palestine conformément à un mandat de la

Société des Nations, a violemment réprimé la révolte.

Les audiences de 1937 ont commencé par l'examen des raisons pour lesquelles les Britanniques avaient approuvé le projet colonial sioniste, ce qui a conduit à la Déclaration Balfour de 1917. On pourrait supposer que l'impérialisme vieux-jeu – penser que les Sionistes serviraient de subrogés bâtisseurs d'empire – a pu entrer dans la réflexion, mais cela n'a jamais été exprimé dans les audiences.

La raison avancée fut la Première Guerre Mondiale. La Grande Bretagne voulait que les Etats Unis augmentent leur implication dans la guerre, et les propagandistes sionistes déclarèrent qu'ils pouvaient rallier les Juifs américains à cette tâche – si la Grande Bretagne leur « donnait » la Palestine.

Comme l'a affirmé David Lloyd George, premier ministre de Grande Bretagne lors de la signature de la Déclaration Balfour, « Les dirigeants sionistes nous ont fait la ferme promesse » qu' « ils feraient de leur mieux pour rallier la bonne disposition et le soutien des Juifs à travers le monde à la cause des Alliés... si le gouvernement britannique voulait bien déclarer sa sympathie pour une administration juive de la Palestine ».

Il était important de « rallier la bonne disposition des Juifs », a dit Lloyd George, parce qu'en 1917 « il n'y avait pas de divisions américaines au front... dans les tranchées... et, à cette époque, nous avons toutes les raisons de penser que, dans chacun de nos deux pays, l'amitié ou l'hostilité de la race juive pouvait faire une considérable différence ».

« Le droit de frapper fort »

Churchill a déclaré la même chose. On a embrassé la cause du sionisme parce qu' « il avait un effet puissant sur l'opinion publique en Amérique » et que « nous en tirions de grands avantages dans le cadre de la guerre ».

Mais Horace Rumbold, qui avait été ambassadeur de Grande Bretagne à Berlin pendant les cinq ans qui ont abouti à la prise du pouvoir par Adolf Hitler en 1933, et dont on se souvient pour ses avertissements sans fard sur les ambitions d'Hitler, a posé la question de savoir si la politique sioniste valait « la vie de nos hommes, etc... ». Et s'en est-il suivi, a-t-il demandé à Churchill, qu'ayant « conquis la Palestine, nous puissions en disposer à notre gré ? »

Churchill a répondu à cette question et à d'autres semblables en invoquant les engagements pris quand les Britanniques ont pris possession de la Palestine vers fin 1917. « Dans le processus de conquête de [la Palestine], nous avons décidé de prendre certains engagements envers les Juifs », a dit Churchill.

Apparemment sceptique, le président de la commission, William Peel, a demandé à Churchill s'il ne s'agissait pas d' « une très étrange autonomie gouvernementale » lorsque « ce n'est que quand les Juifs seront devenus majoritaires que nous pourrons l'avoir ».

Churchill a répondu avec un brutal argument de puissance : « Nous avons tous les droits de frapper fort pour soutenir notre

autorité. »

L'historien Reginald Coupland a néanmoins dit aux audiences que l' « Anglais moyen » s'étonnerait de ce que l'on refuse aux Arabes leur propre gouvernance et de ce que nous devions « continuer à abattre les Arabes pour maintenir sa promesse envers les Juifs ».

De la même façon, Peel a demandé à Churchill si le public britannique « pouvait en avoir passablement assez et commencer à se poser des questions si, tous les deux ou trois ans, il y avait une sorte de campagne contre les Arabes et que nous envoyions des troupes pour les abattre ? Ils commenceraient à s'enquérir, « Pourquoi fait-on cela ? Qu'est-ce que ces gens ont fait de mal ?... Pourquoi faites vous cela ? Pour trouver un foyer pour les Juifs ? »

« Et cela signifierait des méthodes plutôt brutales », a ajouté Laurie Hammond, qui avait travaillé dans l'administration coloniale britannique en Inde. « Je ne dis pas les méthodes des Italiens à Addis Abeba », faisant référence au [massacre](#) des Ethiopiens en février 1937 par Benito Mussolini, « mais cela signifierait faire sauter des villages et autres choses du même genre ? » Les Britanniques, a-t-il rappelé, avaient fait sauter une partie de la ville portuaire de Jaffa.

Peel acquiesça et il ajouta qu' « ils avaient fait sauter quantité de maisons [palestiniennes] partout sur le territoire afin de terroriser la population. J'ai vu des photographies de ces choses s'élevant dans les airs. »

Mais quand Peel a demandé si « la question n'était pas simplement d'être assez fort » mais de « mettre à bas » les Arabes qui voulaient simplement rester dans leur propre pays, Churchill a perdu patience.

« Je n'admets pas que le chien dans la mangeoire ait le droit ultime à la mangeoire », a-t-il répliqué, « même s'il a niché là depuis très longtemps. » Il a nié qu' « une grave injustice ait été commise contre les Indiens Rouges d'Amérique, ou la population Noire d'Australie » avec leur remplacement par « une race de grade supérieur ».

Une tumultueuse décennie plus tard, au tournant de 1948, le nettoyage ethnique, l'expropriation et l'assujettissement massifs de la Palestine a atteint son accélération maximale. Cependant Churchill, grand guerrier contre les horreurs du fascisme et du racialisme quand cela concernait les Européens, n'avait pas changé d'opinion sur les « chiens dans la mangeoire ».

En janvier 1949, s'exprimant au Parlement britannique, Churchill a évacué les victimes du nettoyage ethnique par les Sionistes comme « des Arabes [qui] sont venus [en Palestine] pendant les 25 ans de l'administration britannique » et qui « obtenaient du travail selon les conditions que nous avons créées ».

De peur que l'on rejette cela comme un jugement de Churchill selon les mœurs d'aujourd'hui, il est intéressant de noter les commentaires faits par le Secrétaire aux Affaires étrangères de Grande Bretagne, Ernest Bevin, au cours du même débat parlementaire. Bevin a mis en avant que « tirer de pauvres gens hors de chez eux, que ce soit en Allemagne par Hitler, ou

par quiconque autre... est un crime, et nous devrions vraiment tous nous unir pour le faire cesser si nous le pouvons. »

Mettre en question l'iconographie des dirigeants passés ne consiste pas simplement à dévoiler leur hypocrisie, mais à exposer la nôtre. Aujourd'hui, la Grande Bretagne, et par extension toute l'Europe, les Etats Unis et le Canada, confèrent activement du pouvoir à la poursuite des crimes contre les Palestiniens.

Tant que ces crimes continuent, la statue de Churchill ne nous aura rien appris.

Thomas Suarez est l'auteur de State of Terror : How Terrorism Created Modern Israël (Interlink, 2016) [traduit en français sous le titre Comment le terrorisme a créé Israël – chez InvestigAction en 2019]. Violoniste qui a joué dans le monde entier, il est un ancien membre du corps professoral du Conservatoire National de Musique de Palestine.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)